



Ne pas jeter sur la
voie publique.

Communes

Reims en Commun

Février 2024

Parti Communiste Français

25 rue des Poissonniers,

51100 REIMS

06.23.78.39.55

fede@pcf-marne.fr

www.pcf-marne.fr

n°20 - ISSN : 1968 - 7915

SOMMAIRE

Justice pour les salaires !.....	p.1
Sociale ?.....	p.1
L'électrochoc des 10% !	p.2
L'agriculture : terrain de la lutte des classes.	p.2

Justice pour les salaires !

« Alors qu'en 2021, 12% des travailleurs étaient payés au SMIC, ils sont aujourd'hui 17,3%. » C'est sur ce constat que le PCF a lancé son opération « Vérité sur les salaires », le 9 janvier.

Entre 1996 et 2022, le salaire net moyen (secteur privé) a augmenté de 14,1 % en euros constants. Pour l'inflation, c'est 45,85 % !

Le Patronat tente de réduire les salaires à tout prix pour gonfler son taux de profits. Pour cela, il trouve trois chemins :

- Généralisation de la précarité et du travail gratuit : Travail obligatoire pour les allocataires du RSA, contrats précaires, généralisation des services civiques et des stages non rémunérés, dumping social et mise en esclavage des travailleurs immigrés.
- Coups bas contre le salaire différé : attaque des cotisations donc des Retraites, destruction de la Sécurité Sociale (déremboursements) et des primes exceptionnelles exonérées de cotisations vendues comme des augmentations de salaire.
- Destructions des mécanismes de sécurités des travailleurs : radiations de Pôle Emploi, déremboursements de médicaments, attaques de la Sécurité Sociale. »

Quelle que soit la forme de cette attaque : elle est là, elle fait mal.

Ripostons comme en 2023 sur les Retraites ! Soutenons les travailleurs agricoles, les travailleurs de la RATP, les taxis, les travailleurs de l'éducation ! **Mobilisation partout !**

Augmentation du SMIC et des salaires ! Indexation sur l'inflation ! Répartition du Travail et des Richesses !

Maxime B.



Sociale ?

Trésorière nationale de l'UMP au temps de Sarkozy, elle poursuit sa politique antisociale et antisolidarité. Elle rejoint aujourd'hui la formidable réussite sociale de M. Macron d'avoir créé **1 million de pauvres supplémentaires et d'avoir un milliardaire français le plus riche** du monde devant Bezos (Amazon) et Musk (Tesla) ! Elle rejoint les stratèges du 49.3, les champions du travail précaire, les militants des bas salaires.

A peine nommée ministre avec M. Macron, c'est **une nouvelle attaque contre l'accès aux soins** déjà sérieusement fragilisé, avec le **doublement des forfaits** (qui ne devraient pas exister), la poursuite des déremboursements de soins et de médicaments, l'étranglement des hôpitaux. Sans parler des dépassements d'honoraires.

Petit à petit, exonérations de cotisations après exonérations de cotisations pour les grands groupes, c'est le principe de la Sécurité Sociale qui est attaqué et son existence qui est menacée pour le plus grand profit des groupes privés.

« **Chacun cotise selon ses moyens et est soigné selon ses besoins** » C'est cela la solidarité Mme Vautrin ! Ce n'est pas rendre le peuple plus pauvre pour que les riches soient plus riches !

Patrick P.

L'électrochoc des 10% !

Coup de tonnerre ! Après des mois où Bruno a «quémandé» des efforts au grand patronat, sans résultat, le ministre de l'économie a annoncé le dimanche 21 janvier une **hausse de 10 % des tarifs de l'électricité**. Voilà qui aura fait bondir bien des ménages !

Elle devrait représenter en moyenne pour les ménages une **augmentation de 130 euros** sur leur facture annuelle. Comme le soulignait le député communiste Édouard Bénard le 24 janvier 2024 « **cette nouvelle hausse relève du racket pure et simple** ». Alors même que le prix de l'électricité a baissé de près de 30% sur les marchés, cette soudaine flambée est due à la seule volonté du gouvernement qui a décidé de relever la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité.

Depuis 2022, c'est une augmentation de près de 43% sur la facture d'électricité. Dans un pays où 70% de l'électricité est issue du nucléaire, de telles hausses sont inacceptables. Elles ne résultent pas tant de la guerre en Ukraine que de la politique concurrentielle de l'Union Européenne qui oblige EDF à revendre à perte un quart de son électricité à tarif fixé à ses concurrents. Loin de faire baisser les prix, **la concurrence les a fait augmenter de manière inédite**, appauvrissant les classes laborieuses déjà mises à rude épreuve. Sortir du marché européen de l'électricité est un impératif primordial pour que les prix soient ramenés à un juste niveau. **Plus que jamais se fait sentir le besoin d'un pôle public de l'énergie.**

Cédric C.

Agriculture : terrain de lutte des classes

La bouteille de lait vendue par Lactalis contient le lait que les agriculteurs produisent et qui est vendu entre 35 et 40 centimes du litre. Cette bouteille est **vendue trois fois et demie plus chère dans les grandes surfaces**. Entre deux, le PDG de Lactalis, (6ème fortune de France) gagne énormément d'argent. Et c'est là tout le malaise de l'agriculture dans notre pays. Il y a ceux qui travaillent des heures et des heures pour produire le lait de cette bouteille et il y a ceux qui s'enrichissent davantage en la vendant.

Le Parti Communiste Français réclame une juste répartition des richesses et des prix planchers pour les agriculteurs.

Le vrai problème est donc le prix des produits, tenu par des oligopoles. Prenons l'exemple du marché français du veau qui est dominé par deux entreprises néerlandaises Denkvit et Van Drie (dont cette seule entreprise pèse 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires). Le problème n'est donc ni les normes, ni les écologues. Les agriculteurs vendent à l'industrie agroalimentaire.

S'ensuit la logique classique, banale, du capitalisme. Le paysan s'industrialise davantage, il fera du hors sol, cédera pour de plus grands élevages et ainsi **il sera prisonnier du carcan du prêt bancaire à rembourser**. La boucle est bouclée par les gouvernements capitalistes successifs, la banque publique d'investissement, Kohlberg Kravis Roberts & Co (associé de BlackRock) et la FNSEA, **puisque ce sont les projets de ces derniers qui ont mené à cette financiarisation de l'économie** qui prive l'agriculteur de ce qui lui revient. **Le paysan n'a donc plus rien entre les mains**, sauf s'il vend au détail ou dans les circuits courts (ce qui ne représente que 3 milliards sur 76 milliards de la ferme France).

Mais qu'en est il de ce brave paysan également président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) ? Oui nous parlons bien de celui qui est à ses heures perdues président du conseil d'administration du groupe financier Avril et d'une quinzaine d'autres entreprises les unes plus florissantes que les autres grâce à ce système libéral que ce chère Arnaud Rousseau adule. **Ce diplômé de l'European Business School de Paris ne connaît l'agriculture qu'aux travers de données comptables** pour les marchés financiers. Cette caricature du businessman hypocrite est à l'image des contradictions de notre système. Il défend une agriculture productiviste pour nourrir les Français, mais cède avec joie la récolte de ses 700 hectares dans l'export. Porte-parole autoproclamé des agriculteurs qui se plaignent de l'augmentation des taxes sur le gazole non routier, tout en en ayant déterminé le prix.



Robin E.